

Unité départementale Meurthe et Moselle / Meuse
Division de Nancy

Nancy, le 09/03/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/01/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SCHWEITZER

128 et 198 impasse Clément Ader

54710 LUDRES

Références : SAF/IP/323_2022

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/01/2022 dans l'établissement SCHWEITZER implanté 128 et 198 impasse Clément Ader 54710 LUDRES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

A la suite de la visite du 24 avril 2018 et, sur proposition de l'inspection des installations classées, Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle a mis en demeure, par l'arrêté préfectoral 2018-0573 du 19 juin 2018, la société SCHWEITZER SAS de respecter les dispositions prévues dans son arrêté préfectoral d'autorisation susvisé en ce qui concerne les articles :

- « 3.2.2, 3.2.3, 3.2.5, 4.3.5 et 6.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2008/208 du 25 juin 2009, dans le délai maximal de six (6) mois à compter de la date de notification du présent arrêté,
- 4.1.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2008/208 du 25 juin 2009, dans le délai maximal d'un (1) an à compter de la date de notification du présent arrêté ».

Par ailleurs, l'arrêté de mise en demeure susmentionné précise que les études requises pour dimensionner les travaux à réaliser seront transmises à l'autorité administrative, Préfet et inspection des installations classées, dans un délai maximal de 2 mois à compter de la notification de l'arrêté 2018-0573 du 19/06/2018.

A la suite de la visite d'inspection du 28 janvier 2021 dont l'objectif portait sur le contrôle du respect des dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure 2018-0573 du 19/06/2018 et sur proposition de l'inspection des installations classées (rapport SAF/IP/126-2021 du 02 mars 2021), l'Inspection a proposé à Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle de faire application de l'astreinte administrative pour le non-respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure, jusqu'à satisfaction de la mise en demeure signifiée par l'arrêté préfectoral du 19/06/2018 conformément aux dispositions de l'article L. 171-8-II-4° du Code de l'Environnement. **A noter que dans le cadre de la visite de contrôle susvisée, l'inspection des installations classées a constaté que les prescriptions fixées à l'article 4.1.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation** (approvisionnement en eau du site) sont respectées.

L'exploitant a fait part de ses observations par courrier daté du 12 mars 2021, puis lors d'une réunion avec Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle et l'inspection de l'environnement de la DREAL, le 30 mars 2021. Dans ce cadre, Monsieur le Préfet a décidé de suspendre les procédures administratives pour deux mois, délai accordé à l'exploitant pour engager des actions et mettre en œuvre des mesures correctives pour rétablir la conformité de ses installations.

Par courriel du 09 avril 2021, l'inspection des installations classées a informé l'exploitant que les suites proposées susmentionnées en ce qu'elles concernent l'atelier d'extrusion et l'atelier de transformation sont inappropriées dans la mesure où l'exploitant n'a pas été mis en demeure sur la prescription portant sur le raccordement des 17 extracteurs desdits ateliers mais a fait l'objet d'une demande de compléments lors de la visite de contrôle du 24 avril 2018.

Une visite d'inspection en date du 13 avril 2021 a été réalisée dans l'objectif de faire notamment un point sur les actions entreprises par l'exploitant, un bilan des démarches à mettre en œuvre pour régulariser la situation et mettre en conformité les installations avec un échéancier de réalisation de ces actions (cf. rapport de l'inspection SAF/IP/585-2021 du 29 avril 2021). **L'exploitant a adressé des éléments de réponse notamment par le biais des courriers datés du 11 mai 2021, 19 mai 2021, 29 juin 2021 et du 20 septembre 2021.**

La visite de contrôle, objet du présent rapport, a pour objectif de vérifier les actions effectivement mises en œuvre et a porté, en conséquence, essentiellement sur le respect des dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure 2018-0573 du 19/06/2018.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCHWEITZER
- 128 et 198 impasse Clément Ader 54710 LUDRES
- Code AIOT dans GUN : 0006205874
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société SCHWEITZER est spécialisée dans la production d'emballages ménagers (sacs plastiques et biodégradables). Elle est autorisée à exploiter ses installations par l'arrêté préfectoral d'autorisation 2008/208 du 25 juin 2009.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants : le contrôle a porté sur les actions projetées pour respecter les dispositions :

- de l'arrêté préfectoral de mise en demeure 2018-0573 du 19/06/2018 ;
- des articles 3.2.2 et 3.2.3 en ce qui concerne l'atelier d'extrusion et de transformation de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2008/208 du 25 juin 2009 ;
- de l'article 8.2.1.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2008/208 du 25 juin 2009 ;

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| Nom du point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|--|--|--|-------------------|
| Raccordement à un conduit unique les deux extracteurs atelier régénération | Arrêté Préfectoral du 25/06/2009, article 3.2.2 et 3.2.3 | AP de Mise en Demeure du 19/06/2018, article 1 | Sans objet |
| Regroupement des extracteurs des ateliers extrusion et transformation | Arrêté Préfectoral du 25/06/2009, article 3.2.2 et 3.2.3 | / | Sans objet |
| Autosurveillance des rejets atmosphériques | Arrêté Préfectoral du 25/06/2009, article 8.2.1.1 | / | Sans objet |
| Flux de COV | Arrêté Préfectoral du 25/06/2009, article 3.2.5 | AP de Mise en Demeure du 19/06/2018, article 1 | Sans objet |
| Rétention des eaux incendie | Arrêté Préfectoral du 25/06/2009, article 4.3.5 | AP de Mise en Demeure du 19/06/2018, article 1 | Sans objet |
| Nuisances sonores | Arrêté Préfectoral du 25/06/2009, article 6.2.1 | AP de Mise en Demeure du 19/06/2018, article 1 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection du 28 janvier 2022 a porté essentiellement sur le suivi des démarches et actions à mettre en œuvre afin de rétablir la conformité des installations du site de Ludres au regard des dispositions réglementaires applicables et notamment sur le respect des dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure 2018-0573 du 19 juin 2018. Cette visite de contrôle s'inscrit, en conséquence, dans la continuité des échanges qui ont eu lieu dans le cadre de la visite de contrôle du 13 avril 2021 et qui a donné lieu au rapport de l'inspection des installations classées référencé SAF/IP/585-2021 du 29 avril 2021.

L'inspection, objet du présent rapport, a permis de constater que certains points de la mise en demeure peuvent être levés et que d'autres nécessitent des compléments. Dans ce cadre, il a été identifié les éléments attendus et l'échéancier associé de réalisation des démarches et actions à mettre en œuvre.

Des suites administratives pourront être proposées en fonction des éléments de réponse transmis.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Raccordement à un conduit unique les deux extracteurs atelier régénération

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/06/2009, article 3.2.2 et 3.2.3 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques |
| Prescription contrôlée : Les deux extracteurs de l'atelier régénération sont raccordés |
| <p>Constats : Les travaux de regroupement des deux extracteurs de l'atelier « régénération » ont été réalisés et se sont terminés fin août 2021. Par courrier du 20 septembre 2021, l'exploitant a adressé le rapport de contrôle des performances aérauliques de l'installation établi par l'APAVE en date du 10/09/2021 (contrôle réalisé le 06/09/2021) lequel note en observation que le débit est inférieur aux 18 000 m³/h prévus initialement avec le prestataire. Le débit mesuré est de 16 105 m³/h (avec une incertitude de 14 %) et la vitesse moyenne est de 8,50 m/s. S'agissant du diamètre du conduit, il est de 0,8 m (surface 0,50 m²) soit supérieur à celui indiqué dans l'ERS de juin 2021 (0,5 m). L'inspection note que la vitesse est conforme aux exigences fixées dans l'arrêté ministériel du 02 février 1998 (art. 57) dans la mesure où ce dernier prévoit que la vitesse doit être supérieure au moins à 8 m/s dans le cas où le débit de rejet est supérieur à 5 000 m³/h.</p> <p>L'exploitant précise lors de l'inspection, objet du présent rapport, qu'il a été constaté un défaut de conception lequel a été résolu le 27 janvier 2022. Une nouvelle mesure sera effectuée dans le cadre du prochain contrôle des rejets atmosphériques prévu au plus tard fin avril 2022.</p> <p>Au regard des éléments fournis et des constats, la mise en demeure sur ce point peut-être levée.</p> <p>L'inspection informe qu'une actualisation de l'arrêté préfectoral d'autorisation est à prévoir en ce qui concerne les caractéristiques du conduit unique de l'atelier de régénération ainsi que le débit de rejet. Cette actualisation sera effectuée dans le cadre de l'instruction de la demande de modification reçue en dernier lieu le 10 janvier 2022.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/06/2009, article 3.2.2 et 3.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

Les 17 extracteurs des ateliers d'extrusion et de transformation seront regroupés en plusieurs cheminées avant le 31 décembre 2010, en fonction des conclusions d'une étude de faisabilité technique qui déterminera les modalités de regroupement avant le 31 décembre 2009

Constats : L'exploitant a adressé (transmission préfectorale du 15 mars 2021) son évaluation technico-économique d'un regroupement des 17 extracteurs en une cheminée unique. Elle se compose d'un devis estimatif daté du 11 mars 2021 (210 275 euros HT) et de la prise en compte de la perte de production pendant les travaux qui impliquerait une perte économique de 3 223 000 euros HT (en tenant compte de la réalisation des travaux par « tranche » afin de ne pas fermer complètement l'atelier de production « extrusion / transformation »). L'exploitant ajoute, en outre, que le regroupement est techniquement compliqué à mettre en œuvre.

S'agissant des bénéfices attendus pour l'environnement,

- l'exploitant a adressé par courrier du 29 juin 2021, une ERS datant du 23 juin 2021, afin d'évaluer l'exposition des populations riveraines aux rejets atmosphériques, pour l'ensemble du site (reçue le 07/07/2021 – référencée par LECES RC38638) laquelle, par conséquent, prend en compte l'atelier de régénération comme demandé dans le mail de l'inspection des installations classées du 27/05/2021 suite à la transmission de l'ERS « partielle ». A noter que l'ERS partielle relative à l'atelier régénération adressée à l'inspection montre que le QD (indicateur de risque à comparer à 1) est plus faible avec le regroupement en un seul conduit des émissions pour 3 des points retenus dans l'ERS. L'inspection note que qu'il n'y a pas eu d'ERS effectuée avec le cas d'un potentiel regroupement (en un ou plusieurs conduits) des extracteurs des ateliers d'extrusion et de transformation. L'exploitant indique que l'ERS du 23 juin 2021 susmentionnée étudie deux cas. Le cas 1 qui ne traite que de l'impact des ateliers de congélation (transformation) et extrusion (donc sans la régénération) afin de connaître l'impact de ces seules unités et le cas 2 qui traite de l'ensemble des ateliers (après regroupement des deux extracteurs de l'atelier régénération).

- Les hypothèses de l'ERS se basent sur la détermination d'une concentration pour chaque paramètre (acétaldéhyde – acroléine – formaldéhyde) majorée (moyenne des rejets + 2*écart-type).

- L'étude conclut d'une part que le polluant le plus impactant en ce qui concerne la détermination des quotients de danger est l'acroléine lequel n'est quasiment plus observé depuis 2017 (l'inspection des installations classées observe les résultats des mesures réalisées entre 2014 et 2020 et confirme ce constat). L'étude conclut qu'elle est majorante de part la prise en compte de l'acroléine et la méthode de calcul retenu pour déterminer les concentrations. Le QD est inférieur à 1.

Au regard des éléments fournis et des constats, la mise en demeure sur ce point peut être levée.

L'inspection informe qu'une actualisation de l'arrêté préfectoral est à prévoir dans le cadre de la révision de la surveillance des rejets atmosphériques comme demandé par l'exploitant.

L'instruction de la demande susvisée fera l'objet d'un rapport distinct ultérieur et nécessitera que l'exploitant se positionne en amont sur les activités exercées dans les ateliers de transformations (congélation et sacherie extrusion) afin d'identifier clairement le cadre réglementaire (notamment vis-à-vis de son activité d'impression et de son activité de transformation de polymère par tout procédé exclusivement mécanique) notamment en ce qui concerne les exigences relatives aux rejets atmosphériques (conduits, COV diffus...). Les compléments attendus décrits ci-dessus sont à transmettre sous deux mois à l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Autosurveillance des rejets atmosphériques

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/06/2009, article 8.2.1.1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques |
| Prescription contrôlée : Autosurveillance des rejets atmosphériques, par la mesure des émissions canalisées ou diffuses. Les mesures sont réalisées selon des méthodes normalisées et portent sur les rejets suivants : - Rejet n°2, contrôle par sondage de 4 extracteurs des ateliers extrusion et transformation, rejets diffus des ateliers régénération, extrusion, transformation Fréquence triennale Paramètres : Débit, poussières, COVNM, COV Annexe III (acroléine, formaldéhyde, acetaldéhyde) - Rejet n°4, chaudière au gaz naturel Fréquence triennale Paramètres : Débit, O2, SO2, NOX. |
| Constats : Dans ses courriers du 19 mai 2021 et du 10 janvier 2022, l'exploitant indique « il est sollicité une modification des prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation au sujet des prescriptions relatives aux VLE (flux)" en ajoutant, dans son dernier courrier, qu'il ne s'agit pas d'une modification substantielle. L'inspection précise que l'instruction de cette demande fera l'objet d'un rapport distinct. Dans ce cadre, l'inspection précise que des compléments pourront être demandés. L'instruction de la révision de la surveillance des rejets atmosphériques se basera sur les conclusions de l'ERS et de la réglementation associée aux activités concernées notamment. L'exploitant a informé l'inspection qu'une campagne de mesure des rejets atmosphériques sera réalisée fin du trimestre 1 de l'année 2022 voire début du trimestre 2 (au plus tard fin avril 2022) en fonction des conditions météorologiques. <u>L'exploitant adressera à l'inspection des installations classées le résultat des mesures dès réception.</u> |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Flux de COV

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/06/2009, article 3.2.5 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques |
| Prescription contrôlée : L'exploitant réalisera une étude des flux de COV émis de manière diffuse avant le 1er janvier 2010 |
| Constats : L'exploitant a adressé par courrier du 10 janvier 2022 le résultat des mesures relatives aux rejets des COV diffus lequel a fait l'objet du rapport référencé par LECES RC 38434 daté du 28 mai 2021. L'inspection note la réalisation de ces mesures en complément du bilan solvant (PGS annuel) datant du 25 mars 2021 (référéncé par LECES RC 38075). Néanmoins, comme indiqué dans un précédent rapport de l'inspection (référéncé SAF/IP/126_2021 du 02 mars 2021), au regard du fait que les rejets diffus de COV sont supérieurs à ceux dits « canalisés » (57 fois supérieurs dans l'atelier « régénération » (cf bilan solvant)). Il est attendu de la part de l'exploitant de mener une réflexion sur la mise en place possible de dispositifs permettant de réduire ses émissions diffuses de COV (article 4-1 de l'arrêté ministériel du 02 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation lequel dispose « les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés »). Comme convenu dans le cadre de l'inspection du 28/01/2022 cette réflexion sera à mener <u>avant fin juin 2022.</u> |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Rétention des eaux incendie

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/06/2009, article 4.3.5 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Rétention |
| Prescription contrôlée : Étude de conception et réalisation d'une rétention des eaux incendie pour le point de rejet n° 1 situé impasse Clément Ader - Une étude sera menée pour le 31 décembre 2009 afin de déterminer comment cet exutoire peut être aménagé afin de permettre une rétention des eaux incendies ou autres effluents pollués ; les volumes de rétention seront justifiés au regard des volumes d'eau utilisés pour éteindre un incendie, ainsi que de la pluviométrie annuelle et décennale. Les travaux devront être terminés pour le 31 décembre 2010. |
| Constats : Suite à la réception de l'avis défavorable du SDIS datant du 26 mai 2021 en raison du fait que les voies de circulation permettant l'accès des secours seront submergées par les eaux d'incendie, l'exploitant a mené une réflexion sur les solutions possibles pour remédier à cet aspect et en a fait part au SDIS (modification de la rétention des eaux d'incendie en condamnant le portail d'accès réservé aux sapeurs-pompiers et en supprimant le merlon de rétention des eaux d'incendie afin de déplacer la zone de rétention des eaux d'incendie). Lors de l'inspection du 28/01/2022, l'exploitant a indiqué attendre la réponse formelle du SDIS pour entreprendre les travaux. Néanmoins, l'exploitant a ajouté qu'il a déjà fait des demandes de devis auprès de prestataires pour pouvoir réaliser les travaux rapidement dans le cas d'une réponse favorable du SDIS. La mise en demeure ne peut être levée à ce jour sur ce point. L'exploitant adressera à l'inspection des installations classées l'échéancier de réalisation des travaux dès réception de l'avis du SDIS. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Nuisances sonores

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/06/2009, article 6.2.1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Nuisances sonores et gestion des non-conformités |
| Prescription contrôlée : Étude de l'impact sonore des installations sur les zones à émergence réglementée « [...] Une étude acoustique basée sur des mesures de niveaux sonores sera réalisée par un organisme extérieur qualifié en vue de vérifier et de démontrer le respect des valeurs limites d'émergence définies au présent article. Cette étude qui indiquera les mesures prises ou engagées à cet effet, sera adressée au Préfet et à l'inspection des installations classées avant le 31 décembre 2009. » |
| Constats : Les compresseurs ont été changés et une campagne de mesure des nuisances sonores a été réalisée le 29 juillet 2021. Le résultat du contrôle acoustique susvisé identifie des non-conformités au point de mesure 5 mais plus au point de mesure 7. Les deux sources identifiées pourraient être le groupe froid et les sorties de bouche en façade du bâtiment de l'atelier « congélation ». L'exploitant projette un plan d'action (études des corrections à la source pouvant être apportées comme le déplacement des sources sonores, mise en place d'actions correctives de type écran sur les sources résiduelles après une étude coût/efficacité des solutions proposées...). L'exploitant adressera, sous 4 mois, à l'inspection des installations classées le résultat de ses réflexions avec un échéancier de réalisation des actions projetées. Une campagne de mesure des émissions sonores sera à réaliser à l'issue de la mise en œuvre des actions de correction pour lever les non-conformités. A ce jour, la levée de la mise en demeure ne peut être effectuée. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |